

La Banque mondiale, KO technique : au-delà du scandale Wolfowitz¹

Les faits ont parlé : le président de la BM s'est rendu coupable de conflits d'intérêts. Un nouvel échec personnel pour Bush qui l'avait imposé et soutenu jusqu'au bout. Mais qui, au-delà, questionne un organisme déjà sévèrement mis en cause pour ses pratiques peu démocratiques et les politiques qu'il impose au tiers monde.

« Le contrat de M. Wolfowitz, exigeant qu'il adhère au code de conduite (de la Banque mondiale) et qu'il évite tout conflit d'intérêt, a été violé. » Les conclusions de l'enquête interne menée au sein de la Banque sont claires, sans équivoque. La position de Paul Wolfowitz à la tête de la Banque mondiale est devenue de plus en plus précaire au fil des semaines, même si, face aux administrateurs de l'institution, il a tenté de réfuter point par point les conclusions du comité ad hoc chargé de juger ses actes. Avant de se faire suppliant : "J'implore chacun de vous d'être équitable en prenant votre décision car celle-ci affectera non seulement ma vie mais elle affectera aussi la manière dont l'institution est considérée aux Etats-Unis et dans le monde." L'homme avait bruyamment fait parler de lui lorsqu'il avait été imposé à la présidence de la BM par la Maison Blanche en 2005. Dame, l'arrivée de ce faucon néo-conservateur à la tête de cette institution qui, par tradition, n'aime pas trop se trouver au cœur du débat public, avait fait jaser. « Lorsqu'il a été désigné par le président Bush, une enquête interne a révélé que 90% du personnel était hostile à ce choix. Le véritable problème réside dans ses piètres qualités de gestionnaire », rappelait récemment le quotidien britannique *The Independent*. Il « n'aurait jamais obtenu ce poste si sa candidature avait été mise en concurrence avec d'autres. Il n'est ni banquier, ni spécialiste du développement (...) Il était l'un des principaux conseillers de George W. Bush après le 11 septembre. Le président a voulu récompenser un fidèle » a renchéri *Le Monde*. Et que l'ex-numéro 2 du Pentagone, un des principaux inspirateurs de la guerre en Irak, s'est retrouvé une fois de plus sur la sellette, empêtré dans une affaire croquignollette de népotisme. L'amour, dit-on, a ses raisons que la raison ignore. Wolfowitz, on le sait, a d'abord favorisé sa compagne Shaha Riza à l'intérieur de l'institution. Comme cette promotion faisait ricaner, il l'a recasée au département d'Etat américain. Une tempête dans un verre d'eau ? Sauf que, sitôt nommé, le président s'était présenté en apôtre de la « bonne gouvernance », chevalier blanc de la lutte anti-corruption dans les pays en voie de développement, renforçant à cette fin le service ad hoc de l'institution et bloquant pour ce motif des engagements de la banque dans plusieurs pays africains. Sauf aussi que, changeant de statut, la dame concernée a vu son salaire (très) confortablement augmenté, au mépris des règles internes du ministère. Depuis, Mme Riza a quitté le département de Condoleezza Rice pour rejoindre la « Fondation pour l'avenir », une organisation financée par les Etats-Unis dont la mission essentielle serait de promouvoir la paix et la démocratie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Conflit d'intérêts

On a donc pu parler de conflit d'intérêts manifeste. Dès que le scandale a éclaté, Paul Wolfowitz s'est trouvé mis sous pression pour qu'il quitte sa charge. Appuyé sans discontinuer par le président américain, il a bien tenté de faire passer cette affaire pour une peccadille, une « erreur » de parcours. Ses opposants, nombreux en interne, ont vite haussé le ton. Quelque 700 salariés de la banque ont signé une pétition disant leur « inquiétude ». Plusieurs pays européens l'ont invité à démissionner, estimant que « l'intégrité de dirigeants d'une institution financière internationale doit être au-dessus de tout soupçon pour prôner la bonne gouvernance. » Récemment, une commission spéciale mise sur pied par la BM a donc livré son verdict, jugeant sans ambiguïté l'ex-stratège de la Maison Blanche coupable de comportements fautifs et contraires aux règlements de bonne conduite. C'est sur cette base que le conseil d'administration a dit devoir « prendre en considération toutes les informations disponibles et

¹ Analyse parue dans le N° 321 du *Journal du mardi*, 22 mai 2007.

(parvenir) à *une décision*. » Un conseil longtemps divisé, même si M. Wolfowitz a vite érodé dans cette affaire une crédibilité qui lui était mesurée dès sa prise en fonction. Il est vrai que, selon un partage des rôles fort politique, c'est le président des Etats-Unis qui a le pouvoir de nommer le président de la Banque mondiale, à charge pour les Européens de désigner le boss du Fonds monétaire international. Cet état de fait nourrit le soupçon que la BM agit surtout dans une optique qui favorise les groupes US. Il a renforcé, en tout cas, des politiques singulièrement teintés de néolibéralisme, largement imposées par les institutions financières mondiales aux pays pauvres. Dans ce micmac paternaliste, quasi néo-colonial, où les Etats du Nord dament le pion aux nations du Sud, les malheurs de son protégé constituent une nouvelle claque pour George Bush. Même si force est de constater que, pour critiques qu'ils aient été, les Européens ne sont guère montrés désireux que le « cas » Wolfowitz dégénère en une confrontation avec Washington. Ainsi, malgré le scandale, ils laisseraient toujours à la Maison Blanche la prérogative de nommer un nouveau président. Or, « *ce monopole transatlantique est non seulement obsolète mais nuisible. Il laisse à penser que les occidentaux veulent, envers et contre tout, rester les maîtres du monde* », notait encore l'éditorial du *Monde*, le 12 mai.

Le poisson qui pourrit

La crise actuelle pourrait néanmoins fournir l'occasion de modifier les règles de gouvernance de la BM et du FMI. Le prix Nobel d'économie (et ancien vice-président de la BM), Joseph Stiglitz, a, de façon fort imagée, écrit récemment que « *c'est par la tête que le poisson commence à pourrir (...) Dans une institution démocratique, la bonne gestion commence par le choix des personnes appropriées, sans tenir compte de leur nationalité, race, ethnie ou sexe (...) Peut-être n'est-il pas nécessaire que le président soit originaire du monde en développement, mais une personne issue des pays défavorisés dispose d'un avantage naturel pour appréhender les difficultés auxquelles ces derniers sont confrontés.* » (« *Le successeur de Paul Wolfowitz devra être choisi de manière démocratique* » *The Financial Times*, le 6 mai 2007) Il y aurait bien des raisons d'aller dans ce sens. Sous Wolfowitz, la priorité de la BM a été de moins en moins aux programmes sociaux tels l'éducation ou la santé, et l'aide concrète aux populations est de plus en plus un vain mot. Dès son entrée en fonction, « Wolfie », comme l'appelle George Bush, avait engagé l'occident à doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010 et à annuler une partie de la dette des pays les plus pauvres. Mais les prêts à l'Afrique ont lourdement chuté. La lutte contre la corruption ? « *La manière aléatoire dont M. Wolfowitz a sanctionné la corruption a fait naître l'idée que sa liste noire avait été établie non pas par la Banque mondiale, mais par le gouvernement Bush. (Comme celui-ci), il utilise la BM comme un autre moyen d'apporter la démocratie au monde en développement – objectif que la guerre en Irak était précisément censée remplir au Moyen-Orient* » a ironisé *The Independent*.

Une Banque du sud

Au-delà de l'affaire Wolfowitz, c'est la pertinence même de la Banque mondiale qui se trouve mise en question. D'autant que des événements récents risquent d'en miner les fondements. Au cœur d'une Amérique latine largement passée à gauche, le président vénézuélien a annoncé que son pays claquait la porte de la BM et du FMI. Annonce à effet « *immédiat* », a lancé le 1^{er} mai Hugo Chavez en ces termes qu'il affectionne tant : « *Ici, c'est le FMI qui commandait, ce mécanisme était aux mains de l'impérialisme nord-américain* » et il lui permettait d'imposer « *des politiques économiques et sociales brutales (...) Il vaut mieux que nous sortions avant qu'on nous ait pillés. Pourquoi ? Parce que (ces institutions) sont en crise.* » Au point que le FMI ne pourrait plus payer les salaires de ses employés, comme Chavez affirme l'avoir lu dans la presse ? Celui-ci a donc fait un pied de nez à l'orthodoxie libérale en promettant à ses concitoyens une augmentation du salaire minimum de 20% et une réduction de la journée de travail de 8 à 9 heures d'ici 2010. La décision de Chavez illustre, au-delà de l'effet d'annonce, la crise de confiance qui frappe les institutions internationales censées aider les pays

pauvres. En guise d'alternative, Chavez a proposé la création d'institutions régionales alternatives. Et, à moyen terme, un projet de « Banque du Sud », qui, soutenu par d'autres Etats latinos, devrait donner plus d'autonomie financière aux pays d'Amérique du Sud. Déjà, les ministres de l'Economie de six pays sud-américains se sont mis d'accord le 3 mai sur un calendrier en vue de la création du nouvel organisme financier. Outre le Venezuela, il s'agit de l'Argentine, du Brésil, de la Bolivie, de l'Equateur et du Paraguay. La fondation de la Banque du Sud pourrait être officiellement annoncée lors d'un sommet des présidents à la fin juin. D'autres pays pourraient la rejoindre à terme, comme l'Uruguay, le Chili et le Pérou. Il s'agit d' « *une réponse politique au FMI, qui est un désastre pour le tiers monde (...) Le FMI est devenu le gendarme des créanciers de la région* » a plaidé le président équatorien Rafael Correa, « *Nous ne pouvons pas continuer à placer 200 milliards de dollars de réserves (au Nord) et ensuite nous soumettre à ses conditions pour obtenir quelques dollars. (Il s'agit de bâtir) une nouvelle architecture financière mondiale (vouée à la) coopération et au développement.* » Rafael Correa avait récemment expulsé le représentant de la Banque mondiale dont les liens avec les multinationales de la banane et du pétrole étaient bien connus. L'Argentine a pris au fil des ans des libertés avec les recommandations du FMI et, tout aussi peu orthodoxe, la Bolivie n'entend nullement revenir sur ses nationalisations.

Autocritique

Y aurait-il une rupture dans l'air avec le « consensus de Washington », cette loi d'airain qui règle depuis une vingtaine d'années la stratégie de la BM et du FMI : dérégulation, privatisations, libéralisme des échanges ? Et, au bout du compte, avec ces « politiques d'ajustement structurel » (PAS) néolibérales qui ont fait tant de tort au tiers monde ? C'est ce que pourrait laisser prudemment penser le Rapport mondial 2008 sur le développement de la BM, sous embargo jusqu'en septembre. Selon un de ces auteurs, cité par *Le Monde*, « *on s'est clairement placés au-delà du consensus de Washington, parce que la pauvreté n'a pas reculé, et que maintenant il y a l'urgence environnementale.* » « *les PAS ont eu un impact très direct et très négatif sur le monde rural dans les pays pauvres.* » La part de l'agriculture dans les dépenses publiques n'a cessé de reculer depuis 25 ans (plus de 6% en Afrique, de 7,4 à 14,8% en Amérique latine, de 2,7 à 8 % en Asie. « *Les bailleurs ont tourné le dos à l'agriculture (avec) des coûts élevés pour la croissance, le bien-être et l'environnement* » dit le rapport. Or, « *l'agriculture est une source hautement efficace de croissance pour sortir de la pauvreté.* » Qui touche un tiers de l'humanité, 2,1 milliards d'individus qui vivent avec moins de deux dollars par jour. Le texte insiste donc sur la nécessité de relancer les aides, les stratégies et une administration publiques « *en faveur d'une distribution et d'une responsabilité financière plus efficace.* » En clair, il s'agit de réhabiliter le rôle de l'Etat, en rupture avec la doctrine néolibérale imposée par la BM depuis une génération...

Plus radical, Le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) demande « *l'abolition* » de la Banque mondiale (BM). « *Et si le coup de grâce était proche ?* », s'interroge l'Ong, qui qualifie de « *fasco* » l'action de la BM depuis 60 ans, jugeant que « *le problème de la dette des pays du tiers monde reste entier.* » Il demande le remplacement de la BM par un fonds mondial de développement, dans le cadre des Nations unies. « *Ce fonds pourrait être relié à des Banques régionales de développement du Sud, directement dirigées par les gouvernements du Sud* », poursuit le CADTM.

La BM condamne Israël

L'économie de la Cisjordanie, en crise depuis des années, n'a aucune chance de se sortir du marasme si le gouvernement israélien persiste à ne pas respecter toute une série d'engagements destinés à accroître la liberté de circulation des personnes et des biens palestiniens. C'est le constat sévère qu'a dressé la Banque mondiale dans un rapport. Les restrictions aux déplacements imposées aux Palestiniens par l'armée israélienne ont morcelé le territoire cisjordanien en petites enclaves isolées économiquement. Et comme les Palestiniens se trouvent, de plus, interdits d'accès à plus de la moitié de ces mêmes territoires, toute relance économique est pour ainsi dire impossible. Le directeur de la Banque mondiale pour les Territoires palestiniens, David Craig, estime que *« la relance de l'économie palestinienne passe par une entité économique intégrée avec liberté de mouvement entre la Cisjordanie et la bande de Gaza et au sein de la Cisjordanie. »* Et si la Banque mondiale reconnaît les préoccupations sécuritaires israéliennes, plusieurs initiatives, notamment le mur de sécurité et les postes de contrôle, sont destinées à *« promouvoir le développement économique des colonies aux dépens de la population palestinienne. »*